

# Allemagne : l'AfD adopte un programme raciste et un slogan nazi

La leader du parti d'extrême droite, Alice Weidel, a déroulé ce week-end les propositions radicales de son « plan d'avenir » en vue des élections fédérales du 23 février, qui prévoit notamment la « remigration » massive de personnes étrangères ou d'origine étrangère.

[La rédaction de Mediapart](#)

13 janvier 2025 à 19h46

C'est la première fois que le parti d'extrême droite, né en 2013, présente l'un des siens pour briguer le poste suprême. Alice Weidel, codirigeante d'Alternative pour l'Allemagne (AfD), a été confirmée ce week-end comme la candidate de sa formation à la chancellerie en vue des élections fédérales du 23 février.

Réunis en congrès à Riesa (Saxe), les 600 délégués du parti, en majorité des hommes, ont acclamé leur élue aux cris d'« *Alice für Deutschland* » (« Alice pour l'Allemagne »). Ce slogan de campagne annonce la couleur : il évoque la devise de la Sturmabteilung (SA), organisation paramilitaire du Parti national-socialiste des travailleurs allemands, « *Alles für Deutschland* » (« Tout pour l'Allemagne »). L'AfD le sait parfaitement puisque l'une de ses figures, Björn Höcke, a été [condamné](#) en mai 2024 pour l'avoir utilisé lors d'un meeting.

Lesbienne, établie [en Suisse](#) avec sa partenaire d'origine sri-lankaise, Alice Weidel, 45 ans, affiche à première vue un profil atypique pour une leader d'extrême droite. Cette ancienne membre du parti libéral FDP a dit dans le passé avoir pour modèle [Margaret Thatcher](#) et sa restructuration à marche forcée de l'économie britannique dans les années 1980. Celle qui a vécu en Chine ou aux États-Unis a aussi commencé à militer pour l'AfD dans la riche région du Bade-Wurtemberg (sud-ouest), alors que son mouvement réalise ses meilleurs scores dans l'est du pays.



Alice

Weidel, codirigeante de l'AfD, lors du congrès national de son parti à Riesa (Allemagne) le 11 janvier 2025. © Photo Sebastian Kahnert / dpa Picture-Alliance via AFP

Alice Weidel « est la feuille de vigne parfaite pour le parti » connu pour sa proximité avec les milieux néonazis, juge [Der Spiegel](#). « Quand quelqu'un dit que l'AfD est misogyne, homophobe ou raciste, les cadres rétorquent qu'ils ont Alice Weidel et que donc l'AfD ne peut pas l'être, même si elle l'est en réalité », ajoute l'hebdomadaire.

Malgré la radicalisation continue de l'AfD, au point que le Rassemblement national avait [rompu](#) avec son allié avant les européennes, et contrairement à d'autres personnalités « expurgées », cette docteure en économie passée par la banque Goldman Sachs est demeurée dans ses rangs. Avec le temps, son image de modération s'estompe. Et à l'approche des élections, Alice Weidel veut donner des gages à la puissante aile identitaire de [Björn Höcke](#) pour ne pas se faire déborder – en 2017, elle faisait pourtant partie de celles et ceux à l'AfD qui souhaitaient exclure le Thuringien du parti après que celui-ci avait [décrit](#) le Mémorial de l'Holocauste, à Berlin, comme un « monument de la honte ».

À lire aussi

[L'Allemagne dans l'impasse politique, après la percée régionale inédite de l'extrême droite](#)  
2 septembre 2024

Jeudi 9 janvier, à l'occasion d'un [dialogue lunaire](#) en direct avec le milliardaire d'extrême droite [Elon Musk](#), sur sa plateforme X, Alice Weidel a par exemple expliqué qu'Adolf Hitler était en réalité loin d'être un libéral-conservateur comme elle. « C'était un communiste et il se considérait lui-même comme un socialiste », a-t-elle asséné, à rebours bien évidemment du consensus historique.

Et lors du congrès de l'AfD à Riesa, où plus de dix mille manifestant·es ont [perturbé](#) les accès au centre de cette ville située entre Leipzig et Dresde, retardant le début de l'événement, son discours n'a jamais paru aussi radical.

## « Re-mi-gration »

Dénonçant une foule « gauchiste et violente », des « nazis peints en rouge », Alice Weidel a décliné son « plan d'avenir pour l'Allemagne, auquel [ils s'attelleront] au cours des cent premiers jours de [leur] participation au gouvernement ». « Dépassons la CDU, ce parti d'escrocs », a-t-elle exhorté, alors que sa formation pointe en deuxième position des sondages derrière l'Union chrétienne-démocrate.

La politique migratoire de l'AfD ambitionne de « fermer complètement les frontières et refouler tous les clandestins et les sans-papiers », « quitter le système d'asile de l'UE » et « procéder à des expulsions à grande échelle », a énuméré Alice Weidel. « Si cela doit s'appeler remigration, alors cela s'appellera re-mi-gration », a-t-elle martelé.

Pour illustrer ce discours, des militants de l'AfD de Karlsruhe et Göppingen (sud-ouest) ont [distribué](#) au cours du week-end de faux billets d'avion frappés de l'inscription « tickets d'expulsion » dans les boîtes aux lettres marquées de noms issus de l'immigration. La police criminelle a annoncé lundi l'ouverture d'une enquête pour incitation à la haine.

L'emploi du terme « remigration », qui désigne un concept d'expulsion massive de personnes étrangères ou d'origine étrangère, fait référence au projet élaboré en novembre 2023 lors d'une rencontre secrète à Potsdam entre des dirigeants de l'AfD, des militants identitaires et de riches hommes d'affaires. À la suite de la révélation, par le site [Correctiv](#), de la tenue de cette réunion, de gigantesques [manifestations](#) avaient eu lieu outre-Rhin en réaction et des politiques de tous bords avaient exprimé leur indignation.

À lire aussi

[En Allemagne, l'extrême droite planifie secrètement la « remigration » de millions de citoyens](#)

15 janvier 2024

Un an plus tard, ces idées semblent peu à peu infuser dans la classe politique allemande. La ministre de l'intérieur, Nancy Faeser (Parti social-démocrate), a récemment [annoncé](#) que les Syriens au chômage et ne maîtrisant pas la langue allemande devraient être renvoyés dans leur pays d'origine, tandis que le vice-chancelier, et candidat des Verts aux élections fédérales, Robert Habeck, [a déclaré](#) : « *Ceux qui ne travaillent pas ici pourront, lorsque le pays sera sûr, ou même devront retourner dans ce pays sûr.* » L'actuel gouvernement fédéral veut par ailleurs [récompenser](#) d'une prime de 4 000 euros les familles syriennes qui retourneraient volontairement dans leur pays d'origine.

De son côté, le chef de file de la CDU, [Friedrich Merz](#), a surenchéri en [suggérant](#) que les personnes binationales devraient être déchues de leur nationalité allemande si elles commettent des crimes.

## « Cordon sanitaire »

L'extrême droite allemande espère un effet d'entraînement supplémentaire à l'approche des élections grâce aux succès de son parti « frère », le FPÖ, dans l'Autriche voisine. Après être arrivé en tête aux législatives de fin septembre avec près de 29 % des suffrages, le parti, emmené par Herbert Kickl, se trouve aux portes du pouvoir, négociant désormais la formation d'un gouvernement en tandem avec les conservateurs de l'ÖVP.

Certes, la probabilité de voir l'AfD accéder aux responsabilités est pratiquement nulle, dans la mesure où aucune autre formation ne veut aujourd'hui gouverner avec elle. Mais le parti antisystème et nationaliste, qui pendant longtemps s'est positionné à dessein dans un rôle d'opposition pour capter les mécontents, étale à présent des ambitions à Berlin.

Ses cadres veulent croire que les préventions des autres partis finiront par s'étioler, comptant aussi sur le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, dont ils espèrent que le programme – proche de celui de l'AfD sur plusieurs points – pourrait leur conférer une légitimité supplémentaire.

À lire aussi

[Le chef de l'extrême droite appelé à former un gouvernement en Autriche](#)

6 janvier 2025

Selon le quotidien allemand [Süddeutsche Zeitung](#), « si l'on veut comprendre l'AfD, il faut regarder ce qui se déroule à Vienne », comme l'extrême droite allemande « qui observe de manière intéressée comment Herbert Kickl franchit le cordon sanitaire » longtemps établi par les partis traditionnels contre le FPÖ.

Les affinités programmatiques entre les deux formations sont nombreuses. Qu'il s'agisse de l'opposition résolue aux migrant·es, d'un tropisme prorusse ou de l'hostilité à l'Union européenne. Lors de son congrès, le parti allemand a adopté un programme qui prône un retour à une « *Europe des patries* » avec sortie de l'euro et de l'UE jugée « *nécessaire* ».

S'il est plébiscité par son électorat, Herbert Kickl inquiète le reste de la classe politique autrichienne. Il veut se faire appeler « *Volkskanzler* », le « chancelier du peuple » – comme Adolf Hitler, natif d'Autriche – même s'il se défend de toute référence nazie.

« *Le fait que la chancellerie se soit rapprochée d'un grand pas* » pour Herbert Kickl « *donne de l'espoir à Weidel* », souligne le quotidien autrichien [Der Standard](#) : « *En Allemagne aussi, dit [Alice Weidel], le cordon sanitaire contre l'AfD va bientôt tomber.* »

[La rédaction de Mediapart](#)